



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

BRE / section procédures environnementales

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

N° DCL-BRENV-2024- 361-3

Société Sobotram Transports et Logistique

Siège administratif :

SIRET : 45081007200097

33 rue Paul Sabatier

71530 Crissey

Site d'exploitation :

23 – 33 rue Paul Sabatier

71530 Crissey

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1 et suivants, L. 181-3, L. 511-1, L. 514-5 et R. 171-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement, référencé LW/NM/2024/M_249, établi à la suite de l'inspection des installations effectuée le 10 octobre 2024 et transmis à l'exploitant par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier le 14 novembre 2024 conformément aux dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant, formulées sur ce projet par courrier du 21 novembre 2024, en particulier sur la conformité de la toiture et sur le degré de résistance au feu de la porte piétons séparant les cellules F2 et F3 ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant que lors de la visite d'inspection en date du 10 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté l'absence :

- de matérialisation au sol des aires de mise en station des moyens aériens du bâtiment F ;
- d'une aire de mise en stationnement des engins pour le nouveau poteau d'incendie référencé VIRGR 41 ;
- l'ouverture ponctuelle de la porte piétons située dans la paroi séparant les cellules F3 et F4 ;

Considérant que les éléments susmentionnés constituent un manquement aux dispositions des points 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précité ;

Considérant alors que la prévention des dangers et des inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, prévue à l'article L. 181-3 de ce même code n'est pas démontrée étant donné les constatations sus-listées ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-6 et L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société Sobotram Transports et Logistique de respecter les prescriptions afférentes ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société Sobotram Transports et Logistique, dont le siège social est situé à Crissey, au 33 rue Paul Sabatier, est mise en demeure de respecter, pour ses installations qu'elle exploite au 27-33 de cette même rue, **dans un délai de huit mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions :

- des points 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- du point 6 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 s'agissant de l'ouverture complète de la porte piétons située dans la paroi séparant les cellules F3 et F4 ;

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration des délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code l'environnement.

Article 3 – Notification et publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est également notifié à la société Sobotram Transports et Logistique.

Article 4 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, le maire de la commune de Crissey, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Mâcon, le

26 DEC. 2024

Le préfet,

la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal Administratif de Dijon (22 rue d'Assas – BP 61616 DIJON CEDEX) :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
 - a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement,
 - b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Saône-et-Loire (196 rue de Strasbourg- 71021 MACON CEDEX 9) ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le recours gracieux ou le recours hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux. En l'absence de réponse de l'administration à l'un de ces recours dans le délai de deux mois ou si l'un d'eux est explicitement rejeté, vous disposez d'un délai de deux mois pour saisir le juge administratif comme indiqué ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

